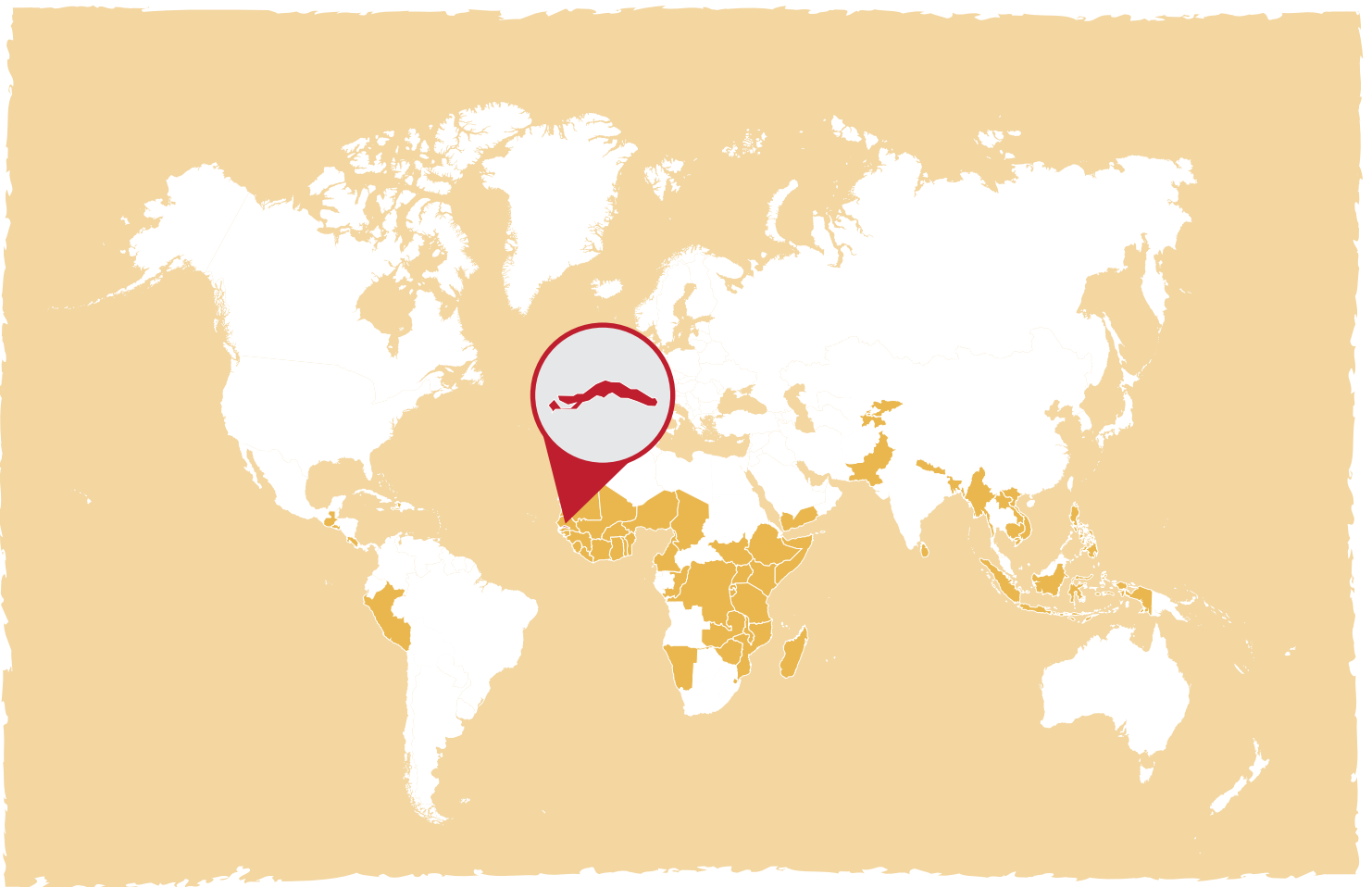


# Gambie

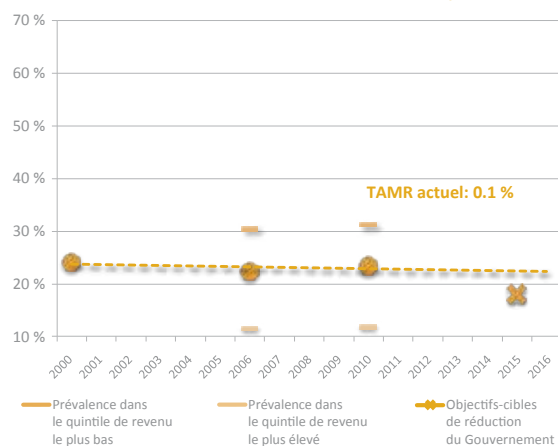


Date d'adhésion : juillet 2011

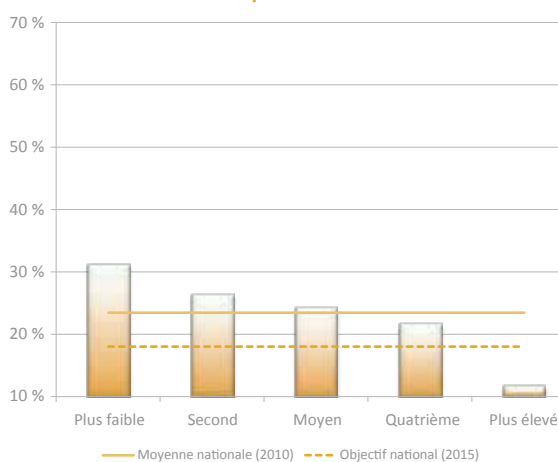


Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	1,7
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	0,3
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	0,09
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	0,07
Taux de croissance de la population (2010)	3,14 %
Indicateurs (MICS 2010) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	10,2 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	33,5 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	23,4 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	9,5 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	1,9 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	-
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	-
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	-
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	-
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	46,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	6,6 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	43,1 %
Taux d'emploi féminin	67,7 %
Âge médian au premier mariage	-
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	56,8 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	-
Taux de fécondité	5,8
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	58,24 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	4,79 %
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	-
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	-
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	-
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	97,0 %
Défécation en plein air	2,8 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	85,8 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	-
Eau de surface comme source d'eau de boisson	-
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	494,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	46,47
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	19,35

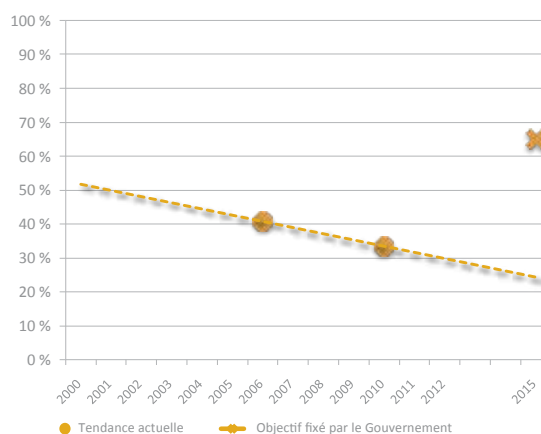
### Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



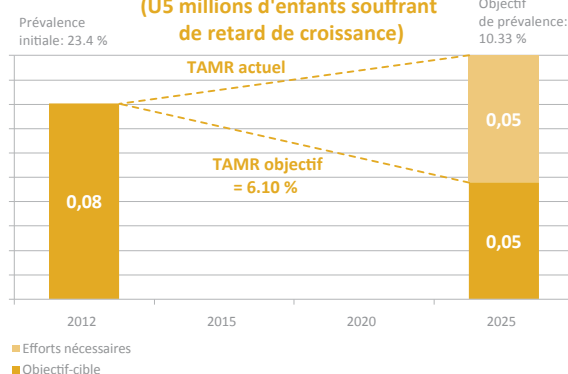
### Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



### Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



### Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



## Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La vice-présidente et ministre des Affaires féminines, S.E. Aja Isatou Njie-Saidy est une fervente partisane des efforts de renforcement de la nutrition en Gambie. L'Agence nationale de nutrition (NaNa), sous la direction du Bureau de la vice-présidente, est l'organisme redevable du suivi et de la coordination de la mise en œuvre de la Politique nationale de nutrition (2010 - 2020) et rend directement compte à l'Assemblée nationale.

La NaNa réunit tous les secteurs gouvernementaux concernés à travers le Conseil national de la nutrition qui est présidé par la vice-présidente. L'objectif de la Gambie est d'améliorer la participation des ministères chargés de la nutrition. Les sous-groupes thématiques sont mis en place et comprennent : La nutrition maternelle et infantile ; les micronutriments ; l'information, l'éducation et la communication ; le suivi et l'évaluation ; la mobilisation des ressources).

Un comité consultatif technique multisectoriel de la nutrition est opérationnel depuis 2012 et comprend des représentants du secteur public, de la société civile et les partenaires de développement. Il sert à la fois d'organe de coordination et de plate-forme pour l'échange d'informations et d'expériences. Les mécanismes de coordination devraient être déployés jusqu'au niveau régional, mais une plus forte implication de certains ministères clés liés à la nutrition est nécessaire.

L'Initiative REACH de l'ONU sera mise en place une fois que les parties prenantes ont été identifiées, l'analyse des coûts et des bénéfices et un plan d'action multisectoriel pour la nutrition sont finalisés.

L'Association des organisations non-gouvernementales (TANGO) est un organe composite d'ONG, avec près de 80 membres nationaux et internationaux permettant d'influencer les décisions et les politiques du Gouvernement et d'assurer la liaison et la coordination avec les programmes gouvernementaux de manière efficace.

## Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

L'alignement des programmes sectoriels dans le cadre commun de résultats (CRF) doit être clarifié. Le CRF est en cours d'élaboration et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre sera une priorité. Pour suivre les progrès accomplis au regard de la politique nationale de nutrition et du plan stratégique, la Gambie a élaboré un cadre de Suivi et d'évaluation pour la période 2011 - 2015.

**Le Plan stratégique national de la nutrition**, qui contient le programme des 1000 premiers jours de vie doit inclure également d'autres types de contributions à la nutrition. L'initiative communautés amies des bébés est rapidement déployée et touche trente pour cent (30 %) des communautés. Une stratégie nationale de communication sur la nutrition a été finalisée. La Gambie intensifie les interventions pour la gestion de la malnutrition grave, modérée et aiguë (MAM), ainsi que d'autres interventions qui améliorent la consommation du sel iodé et des aliments riches en micronutriments dans les ménages. En général, **des programmes et des systèmes à grande échelle sont en place, mais pas encore déployés à une grande échelle**. Le Programme national d'investissement agricole comprend cinq composantes et l'une d'elles concerne l'amélioration de la sécurité alimentaire et la nutrition.

## Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Gambie a actualisé sa **Politique nationale de nutrition (2010 - 2020)** et validé le **Plan stratégique national de nutrition chiffré (2011 - 2015)** et le **Plan** du secteur privé **pour une meilleure nutrition**. Les politiques à jour sont en vigueur dans les secteurs clés, notamment l'agriculture, la réduction de la pauvreté, la santé et l'éducation et les législations pertinentes en matière de nutrition. La Gambie dispose d'une Politique nationale de parité et de responsabilisation des **femmes (2010 - 2020)** et de **la loi de 2010 sur les femmes** qui prévoit des congés de maternité d'une durée minimale de six mois. Le ministère de l'Agriculture intègre la nutrition dans ses propres programmes. Il est maintenant nécessaire d'améliorer l'intégration de la nutrition dans toutes les politiques, en consultation avec la NaNa.

Par ailleurs, avec une implication croissante du secteur privé, les normes et capacités permettant d'assurer la sécurité et la qualité des aliments ont été mises à jour avec une attention particulière à la transformation, à l'emballage et à l'étiquetage des produits alimentaires. Une nouvelle Loi sur la sécurité et la qualité des aliments (2011) a été adoptée et l'autorité de la sécurité et la qualité des aliments a été mise en place pour coordonner l'application de la Loi. Le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel est entièrement intégré dans la loi sous la forme du Règlement sur la promotion de l'allaitement maternel (2006).

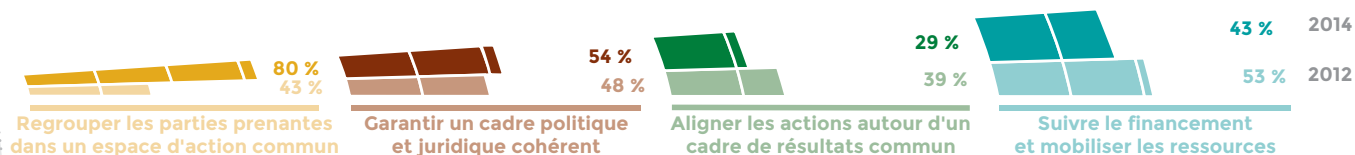
## Suivre le financement et mobiliser les ressources

L'Agence nationale de nutrition **suit les dépenses requises et les ressources disponibles**. Toutefois, le suivi de la gestion financière en matière de nutrition est faible et les sources de financements et les dépenses en matière de nutrition ne sont pas identifiées dans d'autres secteurs, en dehors de celui de la santé. Il est difficile d'obtenir des informations financières dans tous les secteurs. La Gambie a décidé d'embaucher un consultant pour mettre en place un mécanisme de suivi financier.

L'UNICEF et la Banque mondiale sont les principaux investisseurs dans les programmes spécifiques à la nutrition, et le Gouvernement fournit également des fonds à l'appui des programmes de nutrition. En 2014, la Gambie a obtenu des fonds de la Banque mondiale pour un projet de financement axé sur les résultats en matière de santé et de nutrition et 21 millions d'euros qui sont consacrés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre d'un programme de l'Union européenne.

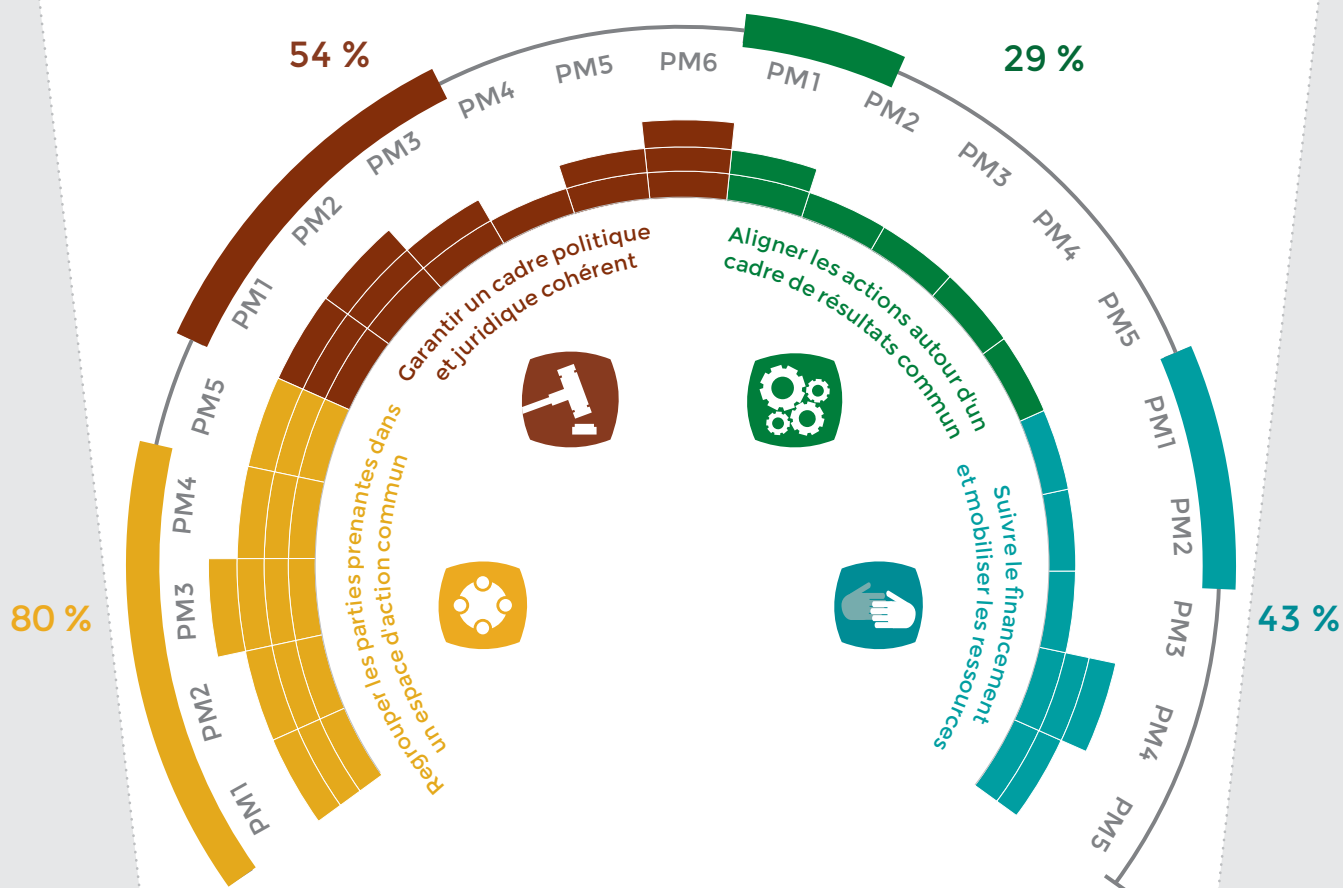
# Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Gambie

## Notation des marqueurs de progrès 2012<sup>1</sup> et 2014<sup>2</sup>



## Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014

Niveau de préparation



<sup>1</sup>Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN  
<sup>2</sup>Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation